

PNUD-KIBAI

[BULLETIN HEBDOMADAIRE DU PNUD BURKINA FASO]

SOMMAIRE

Éditorial	1
Focus	1
Ce que nous faisons	2
Les bonnes pratiques	2
Astuces	2
Portrait	3
Le savez-vous ?	3
3 questions à :	4
Les VNUs sur le terrain	4
Agenda	5
Détente et annonces	5

Le chiffre de la semaine :

1200

Le nombre d'enfants qui meurent toutes les heures loin de l'attention des médias



Burkina Faso

EDITORIAL : La mise en place d'un Point Focal Société Civile au SNU Burkina Faso

Suivant les recommandations du rapport Cardoso de 2004 invitant les Nations Unies à renforcer leurs partenariats avec la société civile, le siège a demandé à chaque pays de désigner un Point Focal Société Civile. Notre collègue, Nelly Potevin, Chargée du Programme VNU, qui a été désignée Point Focal Société Civile du SNU au Burkina Faso a d'abord fait une proposition de plan de travail pour le deuxième semestre 2006 qui comprend cinq objectifs. Le

premier est être capable de rendre compte de ce qu'il se fait actuellement en matière d'appui à la société civile dans le pays et par le SNU au Burkina Faso. Pour cela trois études sont en cours : l'état des lieux des relations entre chaque agence du SNU et des OSC (Organisations de la société civile) ; le point sur l'appui de chaque partenaire technique et financier d'OSC ; enfin un consultant sera chargé de faire le recensement des principales OSC.

Lorsque les PTF ont été réunis pour expliquer chacun son appui à des OSC, ils ont jugé utile de poursuivre la concertation en créant deux groupes thématiques : un groupe sur le renforcement de capacités organisationnelles ; et un autre sur le renforcement des capacités en matière de lobby pour que les OSC puissent faire un suivi du CSLP, des OMD et participer davantage aux débats.



Nelly Potevin, Point focal société civile

Le deuxième objectif de l'année est crucial : il s'agit de mettre en place un Comité Consultatif de la Société Civile, auprès du Coordonnateur Résident du SNU, chargé de formuler des avis sur les activités. Une proposition statutaire pour ce Comité a été rédigée et fait l'objet de concertations entre les agences.

Le troisième objectif du Point Focal et de Suivre et coordonner l'appui à la Société Civile du SNU.

L'objectif suivant est de Développer l'appui à la Société Civile du SNU.

Pour cela, plusieurs activités sont prévues pour ce deuxième semestre de l'année : organiser un Forum de la Société Civile et une remise de prix à des OSC. Le Point Focal prévoit aussi d'appuyer l'accréditation d'OSC burkinabé auprès du siège pour participer davantage aux débats internationaux. Un coup de pouce sera également donné à la fédération des ONG françaises, Coordination Sud, qui a formulé un projet de renforcement des collectifs d'OSC notamment en Afrique de l'Ouest pour la mise en place du projet au Burkina Faso. Le Point Focal souhaite aussi mieux faire connaître, aux différentes agences, les initiatives originales d'appui à des OSC, déjà lancées au sein du SNU, telles que le PAMAC avec les OSC impliquées dans la lutte contre le sida, etc.

Enfin, le dernier objectif vise à rendre compte de l'appui du SNU à des OSC. Pour cela, une page web va être créée sur le site du SNU, et en attendant qu'il existe, sur le site du CINU.

La Rédaction

Focus: Le PNUD renforce les capacités des femmes parlementaires d'Afrique de l'Ouest

Le PNUD, en étroite collaboration avec le Centre parlementaire canadien et l'Assemblée Nationale Burkinabè, a organisé, du 12 au 15 septembre dernier à Ouagadougou, un atelier de formation des femmes parlementaires sur « le suivi évaluation des

politiques et programmes de mise en œuvre des Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD), le Mécanisme Africain d'Évaluation par les Pairs (MAEP) et les agendas législatifs ». Cette grande rencontre qui

a vu la participation de plusieurs délégations venues de l'Afrique de l'Ouest et du Centre vise à doter les femmes parlementaires d'outils leur permettant de mener à bien leur mission de représentation et de législation.

Quatre jours durant, les participants à cette réunion ont débattu sur des sujets tels que l'intégration du genre et l'égalité des sexes

dans les politiques de mise en œuvre des OMD, le MAEP, l'évaluation et la mise en œuvre des agendas législatifs et l'intégration de la dimension genre.

La cérémonie d'ouverture de cet atelier a été présidée par le 2ème Vice-Président de l'Assemblée Nationale, en présence du Coordonnateur Résident a.i. du SNU au Burkina Faso, Madame Geneviève Ah-Shue, du Directeur Régional Afrique du Centre Parlementaire Canadien et de plusieurs autres personnalités.

IG



CE QUE NOUS FAISONS : Programme PTF A LA RECHERCHE DE FINANCEMENT

Le programme national plates formes multifonctionnelles n'a pas encore entièrement bouclé son budget. Outre l'État burkinabé qui l'alimente à travers les fonds pays pauvres très endettés (PPTÉ), le Programme bénéficie du soutien du PNUD, de la fondation Shell, de la firme danoise Aarhus united et de la coopération Luxembourgeoise.



D'un coût global de 10 931 855 million de dollars US, les ressources jusque là acquises sont 6 400 000 millions US. Le budget manquant et à rechercher

est de 4 531 855 millions US.

C'est dans ce cadre qu'avec l'appui du PREP et du PNUD Burkina, une consultante internationale a été recrutée pour aider l'équipe du programme à élaborer un document qui servirait de base à la formulation de requête auprès des bailleurs de fonds.

Pendant une dizaine de jours, elle travaillera en étroite collaboration avec toutes les compétences de l'Unité de coordina-

tion du programme, du Ministère de l'Économie et du Développement, du PNUD, du PREP, de la Direction de l'Énergie, de la direction Générale de la Coopération, de la Direction Générale des Ressources en eau potable, etc.

Elle effectuera des visites de terrain auprès des CAC du Centre Ouest et de l'Est. D'ores et déjà, les résultats de cette mission serviront à la formulation d'une requête de financement à la Facilité Énergie de l'Union Européenne. Il s'agit d'un mécanisme de financement mis en place par la Commission Européenne en faveur des États ACP en vue de leur permettre de concrétiser sur la base de cofinancement des projets visant l'accès des populations défavorisées à des services énergétiques.

Mouni Etienne Kaboré

BONNES PRATIQUES: Renforcement des capacités pour la gestion environnementale

La journée du mardi 05 septembre 2006 a eu lieu à l'Espace Talba, l'atelier de mise à niveau et de formation des membres du comité de pilotage et des consultants du processus d'autoévaluation Nationale des Capacités à Renforcer pour la gestion de l'environnement national et mondial (ANCR). L'atelier avait donc pour objectif de doter les membres du Comité de pilotage et les consultants, des informations sur des outils méthodologiques appropriés relatifs à l'exécution du processus ANCR. Il a vu la participation de la quasi-totalité des invités (56 participants sur 60 invités), témoignant de l'intérêt des parties prenantes pour le sujet.

Quatre communications suivies d'échanges forts riches ont comblé la journée de travail : elles portaient sur :

(i) le processus ANCR, le cadre organi-

sationnel et d'implication des parties prenantes ; (ii) les procédures du FEM ; (iii) le bilan - inventaire des besoins thématiques et intersectoriels ; (iv) les outils méthodologiques de planification des actions à mener pour le renforcement des capacités.

L'objectif principal visé par le processus qui doit durer 18 mois (s'achevant en septembre 2007) est l'élaboration d'un Plan d'Action National de Renforcement des Capacités de l'ensemble des acteurs nationaux (structures gouvernementales, secteur privé, ONG et associations, etc.) en matière de gestion de l'environnement. Pour ce faire, différentes études préalables seront réalisées afin de permettre de disposer d'un inventaire des besoins et de l'offre de tous les acteurs en matière de gestion de l'environnement. Pour le présent exercice, quatre théma-

tiques seront couvertes ; il s'agit de : (1) la diversité biologique, (2) les changements climatiques, (3) la désertification / dégradation des terres et (4) l'eau et les POP's (polluants organiques persistants).

On peut retenir des échanges les points majeurs, tels que le besoin de clarifier le poste, l'ancrage institutionnel et le rôle du point focal politique du FEM (en rapport avec le point focal opérationnel) ; la place des collectivités locales, des communes et des acteurs de base dans la mise en œuvre du processus ANCR et du plan d'action ; les craintes liées à la qualité des produits de l'exercice au regard des délais d'exécution.

L'atelier s'est achevé avec une note d'assurance du SP/CONED quant à la qualité des produits attendus de l'exercice. Un guide méthodologique sur les procédures du FEM (en relation avec la formulation / soumission de projets) sera préparé et mis à la disposition de tous les acteurs sous peu, afin d'améliorer l'accès du Burkina Faso aux financements du FEM. **Clarisse Coulibaly**

ASTUCES DE SECURITE : REGLES GENERALES D'UTILISATION DES VEHICULES

1. Contrôlez l'état de votre véhicule journalièrement. Les véhicules doivent absolument être maintenus en bon état.
2. Veillez à ne jamais tomber en panne de carburant – le véhicule doit absolument compléter son plein de carburant avant d'être garé pour la nuit.
3. Veillez à sécuriser votre véhicule lorsque vous le gardez (toujours dans la position du futur départ).
4. Contrôlez la sécurité de l'aire de stationnement du véhicule avant d'embarquer.

5. Variez vos itinéraires.
6. N'embarquez jamais de passagers non autorisés.
7. Connaissez les procédures à appliquer en cas d'accident et expliquez les aux passagers.
8. Mettez vos ceintures de sécurité.
9. Évitez de conduire dans l'obscurité.
10. Roulez à la vitesse la plus sûre en fonction des conditions ambiantes.
11. Gardez toujours fermées les portes du véhicule.

«Les 500 personnes les plus riches du monde ont un revenu combiné plus important que celui des 416 millions les plus pauvres»

Portrait : Colonel Charles Hock

L'allure posée avec une démarche bien contrôlée digne d'un bon soldat discret mais efficace, le Colonel Charles Hock peut aujourd'hui être considéré comme un officier expérimenté dans le domaine de la sécurité au SNU. Doté d'un « Diplôme d'Etat-Major » de l'Institut Royal Supérieur de Défense, en passant par un « Master en sciences sociales et militaires » de l'Ecole Royale Militaire, après avoir suivi l'Ecole Royale des Cadets (toutes les trois à Bruxelles), le Colonel Hock a eu une carrière qui l'a mené un peu partout dans le monde. Après avoir effectué une carrière complète à l'armée belge jusqu'au grade d'officier supérieur (infanterie/paracommando, coopération technique militaire au Zaïre, service de renseignement et de sécurité de l'armée, conseiller militaire près l'Ambassade de Belgique au Burundi, observateur militaire de l'ONU), avec des partici-



Le Colonel Charles Hock

pations à des missions opérationnelles réelles au Zaïre, en Yougoslavie et en Palestine (Golan et Sud Liban), ensuite, comme officier en retraite : officier de sécurité pour l'ONU, pour l'UNICEF en Guinée Conakry en 2001 et pour UNSECOORD comme consultant au Mali en 2002, il est Security Adviser depuis septembre 2002 pour UN DSS, comme officier de sécurité régionale pour le Burkina Faso, le Mali et le Niger, avec des missions de renfort temporaire en Iraq en 2003 et en Algérie cette année et bientôt au Liban en octobre 2006.

Parfait parcours professionnel pour ce fils de « colonial », comme il le dit, qui estime travailler « au bénéfice de toutes les agences du SNU, que je trouve toutes aussi attrayantes et compétentes les unes que les autres dans leurs domaines particuliers d'interventions ». «Ce qui me plaît particulièrement au Burkina est justement l'esprit de coopération et la coordination réelle que l'on constate entre les différentes agences, ainsi que la bonne coopération que l'on rencontre dans nos contacts avec les autorités nationales responsables de la sécurité», nous confie-t-il.

Né le 13 janvier 1947 à Rhode Saint Genèse (près de Bruxelles), ce Welge, Wallon ayant grandi au Congo, est marié et père de deux enfants .

En dehors de ses activités professionnelles, le Colonel Charles Hock aime s'adonner à la natation, au tir, à la lecture, à l'écriture et partager son temps libre avec son épouse, « sa tendre moitié », dit-il.

Monsieur Hock écrit aussi beaucoup de textes pour PNUD KIBAI, notamment pour la détente et les astuces pour la sécurité.

TG

Le saviez-vous ? : spéciale migrations internationales

Au niveau mondial, les migrants internationaux étaient au nombre de 191 millions en 2005. Environ un tiers d'entre eux vit dans un pays en développement et est originaire d'un autre pays en développement, tandis qu'un autre tiers vit dans un pays développé et est originaire d'un pays en développement. En d'autres mots, les migrants du Sud vers le Sud sont à peu près aussi nombreux que ceux qui se rendent du Sud au Nord.

En 2005, l'Europe a accueilli 34 % de l'ensemble des migrants; l'Amérique du Nord, 23 % et l'Asie, 28 %. Seuls 9 % vivaient hors d'Afrique; 3 % en Amérique latine et dans les Caraïbes et 3 % en Océanie.

Près de six migrants internationaux sur dix (un total de 112 millions) résident dans des pays désignés comme étant « à revenu élevé ». Mais ces pays à revenu élevé comprennent 22 pays en développement tels que l'Arabie saoudite, Bahreïn, Brunei, les Émirats arabes unis, le Koweït, le Qatar, la République de Corée et Singapour.

Près de la moitié des migrants dans le monde sont des femmes. Dans le monde développé, elles sont plus nombreuses que les hommes migrants.

Dans 72 pays, le nombre de migrants a baissé entre 1990 et 2005. Dix-sept

pays ont connu 75 % de l'augmentation en matière de migration au cours de cette période : les États-Unis ont eu 15 millions de migrants de plus et l'Allemagne et l'Espagne ont chacune accueilli plus de 4 millions de migrants.

Entre 1990 et 2005, au moins 35 programmes ont été entrepris dans les pays tant développés qu'en développement pour faire en sorte que le statut des migrants qui étaient en situation irrégulière soit conforme aux réglementations nationales. Ces programmes ont globalement régularisé le statut d'au moins 5,3 millions de migrants.

Migration de travailleurs qualifiés

En 2000, 20 millions de migrants ayant bénéficié d'un enseignement supérieur et âgés d'au moins 25 ans vivaient dans les pays de l'OCDE, alors qu'ils étaient 12 millions en 1990.

Les individus ayant bénéficié d'un enseignement supérieur représentaient environ la moitié de l'augmentation chez les migrants de plus de 25 ans dans les pays de l'OCDE durant les années 1990.

Environ six migrants très éduqués sur 10 vivant en 2000 dans les pays de l'OCDE étaient originaires de pays en développement.

Entre 33 et 55 % des gens très éduqués

en Angola, au Burundi, au Ghana, au Kenya, à Maurice, au

Mozambique, en Ouganda, en Tanzanie et en Sierra Leone vivent dans les pays de l'OCDE. Cette proportion est encore plus élevée, environ 60 %, pour Fidji, Guyana, Haïti, la Jamaïque et Trinité-et-Tobago.

Transferts de fonds

L'argent que les migrants dans le monde envoient chez eux a augmenté de 102 milliards de dollars des États-unis en 1995 pour atteindre en 2005 un montant estimé à 232 milliards de dollars des États-unis.

La part des transferts de fonds qui va aux pays en développement a également augmenté de 57 % en 1995 (58 milliards de dollars des États-unis) à 72 % en 2005 (167 milliards de dollars des États-unis).

Les 20 premiers pays bénéficiaires ont représenté 66 % des transferts de fonds dans le monde en 2004. Seuls huit d'entre eux sont des pays développés. Un tiers des transferts de fonds dans le monde est allé à quatre pays : par ordre décroissant, pour le montant total d'argent reçu, il s'agissait de l'Inde, de la Chine, du Mexique et de la France.

Les transferts de fonds constituaient une part importante du produit intérieur brut dans seuls deux des principaux pays bénéficiaires: les Philippines et la Serbie-Monténégro. La plupart des 20 pays où les transferts de fonds représentaient au moins un dixième du PIB sont des petits pays en développement.

«L'OMD de réduction de la mortalité post-infantile sera marqué de 4,4 millions de décès infantiles évitables»



3 Questions à : Monsieur KOMBOUDRY Alexis Coordonnateur National du PAPNA

En tant que Coordonnateur du PAPNA, pouvez-vous nous dire exactement les tâches qu'accomplit Florence Ouattara, la VNU travaillant dans votre projet?

La Volontaire du PAPNA a pris fonction en Septembre 2005 avec pour mandat de se charger d'une part de tout ce qui se rapporte au renforcement des capacités des populations cibles du projet et d'autre part de la prise en compte du genre dans les activités du projet.

Après sa prise de fonction, elle s'est attelée dans un premier temps à faire un recensement des groupements féminins existants dans la zone du projet, leur domaine d'activités et

leurs besoins d'appui.

Sur la base de cet état des lieux des groupements féminins et des besoins des populations de façon générale exprimés antérieurement à travers les Plans Locaux de Développement élaborés, elle a initié plusieurs activités dans le cadre de son mandat.



M. KOMBOUDRY Alexis

Quelle appréciation faites-vous des activités menées par elle?

La VNU mène ses activités avec engagement et parfois même avec passion surtout quand il s'agit de défendre les intérêts stratégiques des femmes.

Selon vous, quel pourra être l'apport des VNUs dans l'atteinte des OMDs?

L'organisation d'un atelier d'information et de sensibilisation des VNUs sur les Objectifs du Millénaire nous paraît être un premier pas pour ouvrir la voie à la visibilité de leur contribution à l'atteinte des OMD.

Au cours de cet atelier, des groupes de réflexion réunissant 4 à 5 VNUs par groupe permettront à ces derniers de passer en revue le mandat de chaque VNU et ses liens avec les OMD.

Chaque VNU de retour chez lui sera outillé par la formation et les réflexions menées autour de son mandat en relation avec les OMD. Chacun établira son propre plan d'action pour sa contribution à l'atteinte des OMD.

La mise en œuvre de ces différents plans d'action permettra, de notre point de vue, de rendre plus visible la contribution des VNUs à l'atteinte des OMD.

TG

Les VNUs sur le terrain : Florence Ouattara Aider au développement harmonieux des femmes du Namentenga

Mme Florence OUATTARA est VNU responsable du genre et du renforcement des capacités au projet PAPNA (Projet des Ressources Agro Pastorales du Namentenga) depuis 2005. Florence, comme l'appellent ses collègues, est détentrice d'une maîtrise en linguistique obtenue en 1991 à l'Université de Ouaga-



VNU Florence Ouattara

dou. En 2001, elle débute en tant que VNU, au poste de coordinatrice provinciale du PAICB/LCP du Nahouri, dans le cadre du PAICB/LCP (Programme d'Appui aux Initiatives Communautaires de Base pour la Lutte Contre la Pauvreté). Elle y

passera une année, de 2001 à 2002. Ensuite, entre janvier et juin 2003, elle revient au niveau des Nations Unies, cette fois en tant que consultante au PNUD dans le cadre de la phase de consolidation du PAICB/LCP. Elle est alors responsable de la région du Centre. Le fait que Florence soit responsable du genre n'est pas un hasard. En effet, de 1992 à 2005, elle fut la coordinatrice des activités d'un groupement de femmes qui, en partenariat avec l'ONG AFOP, s'est engagé à lutter contre l'analphabétisme et la pauvreté. Dans la tâche qui lui incombe aujourd'hui au sein du PAPNA, elle a en charge de veiller à la prise en compte du genre

dans le projet, cela pour un développement harmonieux, équitable et profitable à tous. Pour ce faire, elle stimule l'intégration des femmes dans les comités de gestion des infrastructures socio économiques réalisées par le projet. L'appui aux activités génératrices de revenus des femmes de façon financière ou par la formation, entre autre la formation des bénéficiaires pour renforcer leurs capacités de gestion de production et d'ouverture d'esprit, est aussi de son ressort. A ces tâches, nous pouvons ajouter celles qui consistent en l'alphabétisation formelle et technique, de même que la gestion des vivres du PAM pour appuyer la restauration des sols par les paysans. Âgée de 42ans, Florence est célibataire sans enfant.

TG

P N U D—BURKINA
FASO

PNUD
Immeuble des Nations Unies
01 BP 575 Ouagadougou 01
Burkina Faso

Tél. : 226.50.30.67.62/63/64
Fac-similé : 226.50.31.04.70
Courriel : registry.bf@undp.org

Visitez notre site
web : www.pnud.bf

Directeur de Publication
Mariam Pangah

Coordonnateur de la Rédaction
Théophane Kinda

Rédacteurs
Théophane Kinda
Tahirou Gouro
Jean-Philippe Tissier
Mahamadi Ouédraogo

Stagiaire
Landry Yoan Birba

Secrétariat de Rédaction
Mahamadi Ouédraogo

Conception et mise en page
Mahamadi Ouédraogo



AGENDA & ANNONCES

La famille du SNU au Burkina Faso en deuil. En effet, c'est avec une profonde tristesse et consternation que nous avons appris la disparition prématurée de notre frère, ami et collègue Martin Bi Kabré, le Lundi 12 septembre 2006 aux environs de 13H 20 à la Clinique Notre -Dame de la Paix de Ouagadougou.

De son vivant, Feu Martin Kabré a eu à travailler , de 1974 à 1977 à la Direction Générale de l'Agriculture comme Agent chargé de la jeunesse rurale, puis deux fois Chef Comptable de 1979 à 1985 successivement au projet Lutte Intégrée et au Projet Phosphate, ensuite Chef de Service Administratif et Financier pendant deux ans au CRPA des Hauts Bassins, Auditeur interne et Chef de



M. Martin Kabré

Service Administratif du PRSAP de 1990 à 2000 , auditeur interne, de janvier à mars 2003 au PDDEB et depuis le 15 avril 2003

Analyste Financier au PNUD jusqu'à ce jour où la mort l'a arraché à notre affection.

Fonctionnaire consciencieux et travailleur, Martin jouissait de l'estime de tous ses collègues et de ses supérieurs hiérarchiques.

A 54 ans, il laisse derrière lui une veuve et trois filles qui garderont certainement de lui l'image d'un époux et d'un père exemplaire. Même alité, Martin se souciait de l'avenir de ses enfants et préparait activement la rentrée scolaire. A sa famille éplorée, à ses parents, amis , collègues et connaissances, l'équipe de PNUD KIBAI, présente, au nom de tout le personnel du SNU au Burkina Faso, ses condoléances les plus attristées.

Que la terre lui soit légère. Amen.

TEMOIGNAGES POUR MARTIN KABRE

Lancina TRAORE, Président ALP /UNICEF:

« Cher collègue et ami Martin,

Le peu de temps que nous avons passé ensemble, a permis découvrir tes qualités humaines et ton dévouement pour le travail. Ta motivation pour les intérêts communs du personnel et des Nations Unies était évidente. Comme tous les grands hommes, tu nous a quitté au moment où nous avions grandement besoin de toi. Qu'Allah tout puissant et miséricordieux t'accueille dans son paradis.»

Anna Soumaré Coulibaly, Directrice du PNUD Maputo, Mozambique:

« Comme membre de la direction du bureau du PNUD du Burkina Faso jusqu'en fin février 2006, je peux affirmer que Martin faisait partie des professionnels très qualifiés, et compétents dans la discrétion et la modestie. J'ai détecté ses qualités très rapidement, et j'étais très heureuse de pouvoir lui confier des responsabilités de plus grande envergure, mais hélas... Son départ brutal fut un choc pour moi. Que la terre lui soit légère! »

Théophane Kinda, analyste en communications:

« Mon compagnon de route », c'est le terme qu'on aimait bien utiliser entre nous pour plaisanter pour avoir partagé bien d'épreuves ensemble. Je retiendrai de Martin, l'image d'un collègue qui a le cœur à l'ouvrage, n'hésitant pas à consacrer ses jours de repos pour le travail du bureau, un collègue méticuleux comme tout bon comptable surtout quand il s'agit de chiffres. Le compagnon de route s'en est allé, repose en paix et que Dieu protège ta famille.

Dr Wamarou, Global Fund.

Tu nous a maintes fois accompagné pour la rédaction des requêtes du Burkina Faso à soumettre au Fonds

Mondial et pour leur mise en oeuvre. Nous ne t'oublierons jamais. Repose en Paix!

Sanou Laouali, Président Association du Personnel PNUD/UNFPA/PAM

« Martin nous as quitté prématurément, mais nous retenons qu'il fut un père de famille exemplaire et un professionnel résolument engagé vers le progrès. Il a toujours été soucieux du bien être des autres. Il s'est montré disponible, efficace tout en entretenant de très bons rapports avec nous ses collègues.»

Roland Kondombo, Assistant Financier

Interné à la Clinique Jean Baptiste, Martin m'a fait appeler pour l'assister dans ses derniers instants et cela m'a beaucoup marqué. Une partie de moi même s'en est allée. Je retiendrai de lui un homme intègre, ouvert et très sociable , prêt à aider les autres. Sur le plan professionnel, il acceptait de mettre ses connaissances au profit des autres et j'ai personnellement bénéficié de ses conseils. Le PNUD a perdu un combattant. Martin, repose en paix

Alizatta Tamboula, Assistant e Représentant Résident (Programme)

Martin avait une somme de qualités rares de nos jours : Martin était un collègue aimable, disponible, serviable et qui avait l'esprit d'équipe. C'était quelqu'un de sincère, d'intellectuellement honnête. Il disait toujours ce qu'il pensait et avait le courage de ses opinions. Je le qualifiais gentiment d' "ancien combattant ". Nous perdons un collègue qui faisait passer l'intérêt du Bureau devant son intérêt personnel. Qu'il repose en paix.